

État de la pensée du développement

Résumé

Qu'est-ce que le développement ? Comment se produit-il ? Comment les idées sur le développement ont-elles évolué depuis la Deuxième Guerre mondiale ? Comment la pensée du développement a-t-elle influé sur la pratique, et comment la pratique a-t-elle à son tour façonné la pensée ? Nous pouvons formuler quelques observations initiales à partir de l'examen que l'on fait dans ces pages de l'interaction entre les idées, par exemple sur des questions particulières comme la pauvreté et l'inégalité, et l'expérience de certains pays et de certaines régions. Primo, tant les idées énoncées au sujet du développement que leur mise en application dans la pratique ne peuvent se comprendre pleinement que dans le contexte historique, politique et institutionnel qui leur est propre. Secundo, de plus en plus, la pensée contemporaine en ce qui concerne le développement émerge en des endroits très divers, et les responsables des politiques puisent progressivement leur inspiration ailleurs que dans les capitales intellectuelles qui exerçaient autrefois une influence prépondérante. Tertio, par conséquent, le consensus quant à ce qui

constitue le « développement » et à la meilleure manière de le réaliser pourrait bien être chose du passé. Il ne serait pas étonnant que la pratique s'en trouve améliorée.

Mots-clés : développement international, histoire, idées, pays en développement, pratique du développement, économie, politiques de développement, développement humain

Objet du présent ouvrage

Qu'est-ce que le développement ? Comment se produit-il ? Comment les politiques peuvent-elles faire en sorte qu'il se produise ? Nous nous proposons ici de retracer l'évolution des réponses à ces questions au cours des soixante-dix dernières années. Nous allons mettre l'accent sur l'interaction entre les idées concernant le développement et l'expérience du développement, au sens large. Comment les idées sur le développement ont-elles évolué depuis la Deuxième Guerre mondiale ? Comment la pensée du développement a-t-elle influé sur la pratique, et comment la pratique a-t-elle à son tour façonné la pensée ? La thèse centrale que nous soutenons, c'est que les certitudes de l'immédiat après-guerre n'ont plus cours. On ne voit plus le développement sous le seul angle de l'économie et de la croissance économique, et on ne croit plus qu'il dépende uniquement soit de l'orientation adoptée par l'État, soit du libre jeu des marchés. En outre, la « sagesse » en matière de développement n'est plus l'apanage des pays développés du Nord. Étant donné que le domaine est en pleine mutation, le moment semble venu de faire le point, d'analyser le chemin parcouru et d'émettre quelques hypothèses sur ce que tout cela augure pour l'avenir.

La réflexion sur le développement comporte à la fois des dimensions théoriques et des dimensions empiriques. Les premières se traduisent principalement par des idées reposant sur les

concepts propres à telle ou telle discipline universitaire, lesquelles sont souvent éclipsées par un discours et des observations plus accessibles sur ce que constitue le développement et sur la manière dont il est censé se produire. On peut formuler des théories sur le développement à partir de bases normatives ou empiriques, de valeurs et de principes moraux définissant les caractéristiques désirables d'une société, ou de données probantes indiquant de quelle façon les sociétés ont évolué au fil du temps. Les approches théorique et empirique sont donc étroitement liées, et un bon nombre de chapitres du présent ouvrage témoignent de l'influence qu'elles exercent l'une sur l'autre. S'il s'est dessiné une tendance en ce qui a trait à la pensée du développement dans les dernières décennies, il s'agit d'un abandon progressif des grandes théories, comme celles de la modernisation ou de la dépendance, au profit d'une ambition plus modeste, fondée sur le réalisme et le positivisme. Alors que l'on aspirait autrefois à expliquer l'évolution non intentionnelle des populations et des lieux au cours de l'histoire, on s'intéresse davantage aujourd'hui au fossé qui sépare les buts des politiques publiques et les réalisations concrètes; la pensée du développement se modifie donc en fonction de ce qui est perçu comme une réussite, un échec ou une surprise. Elle reflète le désir de faire les choses différemment afin d'accomplir plus et mieux que par le passé et d'édifier un meilleur avenir. D'où l'importance que nous attachons à l'expérience et à la pratique, qui auraient pu sembler moins dignes d'être prises

en considération dans la réflexion fondamentale sur le développement il y a trente ou quarante ans.

Plus que jamais, ceux qui s'occupent de développement ont à cœur de comprendre et d'évaluer les politiques et l'expérience d'autres acteurs afin de trouver des idées pouvant s'appliquer à leur propre pays. D'une part, la pensée du développement bénéficie d'une expertise de plus en plus vaste dans le domaine, en éliminant le cloisonnement disciplinaire pour s'inspirer des idées, des concepts et des théories de l'ensemble des sciences naturelles et des sciences sociales. Le présent ouvrage reconnaît à la fois le fait que les théoriciens et les praticiens s'entendent de plus en plus sur les éléments constitutifs du développement (à défaut de s'entendre sur le poids que revêt chacun), et l'existence d'une pluralité de points de vue quant à ce qui « fonctionne » et ce qui ne fonctionne pas, selon le moment et l'endroit. Le nombre de collaborateurs et l'éventail de perspectives qu'ils représentent montrent bien que des approches diverses se complètent et s'enrichissent mutuellement. D'autre part, la pensée du développement est peut-être en train de rompre avec le passé, de changer de direction à mesure que les lignes de démarcation entre la politique internationale, le développement et la sécurité s'estompent et que des pays jusqu'ici en développement deviennent de grandes puissances. L'influence croissante exercée par les pays en développement sur la prospérité mondiale et sur la circulation des personnes et des idées remet

en question les fondements des relations entre les pays en développement et les pays développés. Le moment est donc bien choisi pour se pencher sur les débats de fond qui ont façonné la pensée du développement jusqu'à l'heure actuelle, et sur la manière dont cette pensée pourrait évoluer dans les prochaines décennies.

Afin de comprendre l'évolution du développement économique et humain jusqu'à nos jours et d'en imaginer la suite possible, il est essentiel d'aborder la pensée sous-jacente suivant une approche historique. Comme le montre chacun des chapitres du présent ouvrage, les étapes successives de la pensée reposent chacune sur une base distincte. Ajoutons que dans un livre récent sur l'histoire de la pensée économique, Agnar Sandmo (2010) avance trois raisons pour lesquelles il est important de s'attacher à comprendre l'évolution de la pensée. Premièrement, l'histoire de la pensée peut être source de plaisir. Il va de soi que pour apprécier à ce point les traités sur le sujet, il faut en avoir développé le goût; nous ne prétendons certainement pas que notre ouvrage saura divertir, même si nous espérons que l'on trouvera un bon nombre de chapitres d'une lecture agréable. Mais nous accordons une grande importance à la lisibilité, étant donné qu'il est indispensable, pour éliminer le cloisonnement des idéologies et des disciplines, de bannir le jargon dans toute la mesure du possible, tout en préservant la qualité de l'information. Deuxièmement, l'histoire de la pensée devrait faire partie d'une éducation libérale.

Cela correspond de très près à notre point de vue : étant donné que les lieux du pouvoir se déplacent dans le monde entier et se trouvent de plus en plus disséminés, ce sont les idées, et non pas les lois de la gravité, qui déterminent le changement. Une éducation libérale favorise la pensée élargie et vise à inculquer la « méthode scientifique » qui fait progresser les bonnes idées et rejette les mauvaises. Troisièmement, l'étude de l'histoire de la pensée montre qu'un domaine n'est pas statique, mais en constante évolution – ce qui ne signifie pas que l'on avance constamment des idées nouvelles, à l'exclusion de toute autre. Dans le domaine du développement, la résurrection d'idées classiques – concernant par exemple la politique industrielle, ou la terre comme entité essentiellement non économique –, réorganisées, combinées avec d'autres de manière inédite, est tout aussi caractéristique de la pensée actuelle que le sont les idées nouvelles (comme l'utilisation d'essais cliniques aléatoires pour orienter les interventions stratégiques), qui peuvent se révéler éphémères.

Comme pour tout processus d'évolution, il est aussi important de comprendre le chemin parcouru que de définir le point d'aboutissement. Dans le cas du développement, ce point demeure inconnu et les chemins sont nombreux. Raison de plus pour les étudier. À partir d'une vision globale du développement, les différents chapitres du présent ouvrage retracent l'évolution de la pensée et décrivent l'état actuel de la réflexion. Certains examinent des

questions particulières comme la pauvreté et l'inégalité, ou traitent des conceptions du développement qui ont cours dans certains pays ou régions; d'autres abordent des questions plus vastes comme la nature même du développement. Mais en premier lieu, dans notre entrée en matière, nous donnons brièvement les grandes lignes de l'évolution de la pensée du développement; cet exposé, centré sur la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, vise à jeter les bases de l'ouvrage. Nous présentons ensuite des indications générales sur le contenu des différentes parties, y compris une courte introduction à chacun des chapitres. Enfin, nous formulons quelques observations sur les motifs qui ont conduit à la création de l'ouvrage et sur ce qu'ont appris en cours de route les directeurs de la publication.

L'évolution de la pensée du développement

Depuis que le monde est monde, les hommes se préoccupent de développement, car il s'agit essentiellement de l'amélioration de la condition humaine. Mais l'étude du développement en tant que champ d'investigation en bonne et due forme est un phénomène relativement récent, qui a connu deux grandes vagues. La première remonte à l'apport de ceux que W. Arthur Lewis (1988, p. 28) a appelés les superstars du dix-huitième siècle, à savoir les David Hume, Adam Smith¹, James Steuart – et, plus tard, John Stuart Mill². Ces économistes classiques

s'intéressaient à ce que nous appelons aujourd'hui la croissance économique et la répartition de la richesse, ainsi qu'aux principes régissant le comportement individuel et l'action publique. Le travail de réflexion qui se concentrait en grande partie dans les îles Britanniques aux dix-huitième et dix-neuvième siècles était complété par celui des philosophes français, qui portait moins sur les facteurs économiques (et peut-être sur la productivité) que sur l'avancement des principes d'égalité, de liberté et de justice sociale. Les philosophes menaient le mouvement des Lumières en France, lequel aboutit à la Révolution française, qui se révéla rapidement une voie sans issue en raison de ses excès; ils étaient étudiés et quelquefois accueillis par les élites et à la cour, en Prusse et en Russie. Bien que limitées à une mince couche de la société, les discussions qu'ils suscitaient répandirent des idées nouvelles dans une grande partie des élites politiques et intellectuelles d'Europe. Pendant ce temps, dans les anciennes colonies constituant les États-Unis d'Amérique, qui venaient de conquérir leur indépendance, on tâchait de mettre en pratique ce que les grands esprits d'Europe avaient seulement prêché plusieurs décennies auparavant. Enfin, Napoléon Bonaparte accomplit un travail remarquable, en France, pour codifier le droit et rendre l'éducation nationale accessible à tous les citoyens. (Au Royaume-Uni, l'élaboration de la common law se fit suivant un long processus d'intégration de la coutume et de l'innovation, favorisé par les interactions complexes du Parlement, des tribunaux de plus en plus indépendants et des monarques exerçant un pouvoir autonome variable, mais décroissant³.)

Le discours relevant de la seconde vague qu'a connue l'étude du développement a été forgé par les préoccupations relatives à la reconstruction de l'Europe (et à celle du Japon, quoique à une autre échelle et de nature différente) au terme de la Deuxième Guerre mondiale; par le maintien de la paix pendant la guerre froide; par la décolonisation, puis l'émergence de pays nouvellement indépendants, mais pauvres. Il y avait des antécédents : les résultats obtenus par les culturalistes et les administrateurs (surtout) coloniaux qui se sont pris d'un intérêt (parfois discutable) pour les parties les plus exotiques de l'empire sur lequel régnait leur pays; et, dans un tout autre ordre d'idées, le travail novateur de planification économique en vue de l'indépendance de l'Inde que le comité de planification national du Parti du Congrès a réalisé pendant les années 1930 et 1940. Mais (par exemple) l'*Encyclopaedia of the Social Sciences* d'Edwin Seligman, publiée avant la guerre, contient très peu d'articles ayant un lien avec l'industrie en plein essor que constituera le développement à peine vingt ans plus tard. Ce n'est qu'avec le plan Marshall, à la fin des années 1940 et dans les années 1950, qu'est né un intérêt profond et soutenu pour la conception et la pratique du **développement**, au confluent de la lutte contre la pauvreté, de la (re)construction des infrastructures, de la protection contre les ennemis et de la consolidation des institutions de bonne gouvernance et de gouvernement démocratique.

Le plan Marshall, centré sur l'Europe, et les programmes d'aide massive ciblant en parallèle certains pays d'Asie, notamment le Japon et la Corée, faisaient cependant porter presque tous les efforts sur la reconstruction (comme c'était le cas d'institutions telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et, un peu plus tard, l'Organisation européenne de coopération économique), ce qui tenait compte explicitement du fait que des réalisations de haut niveau avaient été accomplies sur le plan économique et souvent politique, dans les territoires visés, au cours des décennies précédant la Deuxième Guerre mondiale. Le succès de ces entreprises de reconstruction d'après-guerre a entraîné ce qui semble rétrospectivement une croyance simpliste selon laquelle, avec de gros moyens, de la bonne volonté et un travail acharné, on pourrait stimuler le développement partout, des méthodes semblables devant donner à peu près les mêmes résultats. Ce n'est pas ce qui allait se produire.

Par conséquent, s'il est justifié de partir de l'après-guerre pour mener à bien notre examen de la pensée et de la pratique du développement, cela risque aussi de prêter à confusion. De fait, c'est seulement dans les années 1950 que la réflexion et la planification au service du développement, tel que nous le concevons aujourd'hui, se sont véritablement implantées (à l'extérieur de l'Union soviétique). La réflexion sur le développement était souvent de nature très générale : elle englobait les questions touchant la croissance concentrée, les interprétations marxistes, la théorie

de la *dependencia* et la notion de besoins essentiels. Au-delà de ces repères, on en est venu à envisager le développement selon deux perspectives distinctes qui continuent d'avoir cours aujourd'hui : celle des *premiers organismes de développement*, mis sur pied en Occident, qui cherchaient à reproduire leur propre expérience de la modernisation, manifestement fructueuse; et celle des *organismes de développement de création plus récente* – les bailleurs de fonds de l'aide étrangère –, qui prescrivent des mesures spécialement conçues pour les pays pauvres. Ces perspectives ont défini à leur tour les notions relatives au développement en termes économiques et normatifs. Mais elles n'étaient pas toujours complémentaires ni cohérentes en elles-mêmes. En effet, ce qui était réputé avoir « fonctionné » pour les premiers organismes de développement n'a pas nécessairement été retenu par ceux qui ont suivi. La géopolitique et l'idéologie de l'époque ont pesé davantage, de toute évidence, que le pragmatisme ou les résultats obtenus précédemment. Cela se voit surtout dans les notions se rapportant au rôle de l'État, érigées en dogmes dans les deux principaux blocs (trois si l'on tient compte du groupe plus petit, mais tout de même influent, centré sur la Chine) entre lesquels les pays en développement se sont trouvés divisés pendant la guerre froide.

À toutes les époques se sont élevées des voix dissidentes, et non des moindres, pour contester la façon généralement admise de concevoir le développement. Un courant particulièrement

important, qui est d'ailleurs sorti de la dissidence pour devenir le point de vue dominant dans de nombreux pays, était représenté par les dirigeants mêmes de pays nouvellement indépendants, à commencer par les pays d'Amérique latine au dix-neuvième siècle, suivis par les pays d'Asie et d'Afrique au vingtième. Imprégnés de leur expérience du colonialisme, ils se montraient réticents, ce qui n'a rien d'étonnant, à nouer des liens économiques et politiques étroits avec les anciens colonisateurs et les autres riches puissances occidentales. Ils accueillaient aussi avec une profonde méfiance le conseil d'adopter le système économique et politique qui avait tenu leur peuple dans l'esclavage, quelquefois pendant des siècles. Pourtant, beaucoup d'entre eux étaient de fervents admirateurs du modèle de démocratie occidental et de ses institutions; seulement, ils jugeaient inadmissible que le colonisateur n'en ait pas fait bénéficier leur propre pays. En outre, mus par les impératifs de l'édification de l'État (et par leur appréciation assez juste de la voie qu'avaient empruntée les pays occidentaux), ces dirigeants estimaient que l'État et les institutions publiques avaient un rôle central à jouer dans l'élaboration du processus de développement (et ne devaient pas se contenter de le gérer de façon marginale). De fait, les pays qui ont tracé de bonne heure leur propre voie ont paru mieux s'en tirer par la suite.

Il n'allait pas sans danger de croire en une seule voie possible. À la fin des années 1950 et dans les années 1960, l'Iran s'est engagé dans une marche forcée vers la modernisation à

l'occidentale, entreprise que beaucoup ont saluée comme exemplaire à l'époque. Les tensions auxquelles était soumis le tissu social du pays, pourtant constatées par les anthropologues et les sociologues, ont été ignorées par Téhéran et les capitales étrangères. La révolution de 1978 a été à bien des égards une réaction de rejet contre le développement, tel que le concevait une élite préoccupée avant tout par ses propres intérêts. Quoique le contexte et les effets soient entièrement différents, on pourrait aussi observer, d'une manière générale, qu'une même foi aveugle dans une seule façon de faire a contribué à l'effondrement de l'Union soviétique et à la crise actuelle, aux États-Unis et en Europe de l'Ouest.

Cependant, tant que les idées et les fonds circulaient ensemble vers les pays en développement – caractéristique propre à l'architecture de l'aide bilatérale et multilatérale érigée au sortir de la deuxième grande guerre –, la notion commune de ce qu'était le développement était celle qui avait été établie par l'Occident, et non par les pays en développement. Le consensus de Washington de la fin des années 1980 en est l'illustration parfaite : les politiques qu'il préconisait, bien qu'elles aient été cohérentes en elles-mêmes, semblaient ne tenir aucun compte du contexte politique et social. Bien entendu, on peut dire et on a dit beaucoup de choses là-dessus; on a abondamment parlé, par exemple, de la mesure dans laquelle les recommandations originales ont été (ou non) déformées, voire dénaturées. Certains ont soutenu que le train de

politiques, même s'il était mis en oeuvre tel quel, n'était pas judicieux (c'est-à-dire que les politiques préconisées ne favoriseraient pas la croissance économique, même si elles étaient appliquées sans modifications). Il y a eu encore d'autres critiques : les recommandations ne seraient pas appliquées, ou ne le seraient qu'à moitié, en raison de contraintes sociales et politiques. On a affirmé aussi que l'objectif même de croissance économique était problématique, même si venait s'y greffer un souci d'équité, en raison de contraintes environnementales à long terme. Tout ce vacarme a couvert une observation essentielle : il est important de se doter de politiques judicieuses, tout particulièrement en ce qui concerne les finances de l'État, et il n'est pas seulement possible, mais souhaitable de moduler ces politiques en fonction du contexte.

Inévitablement, de nombreuses remises en question ont porté atteinte au caractère infaillible et universel des remèdes que proposait ce « consensus » (et dont on voit bien aujourd'hui qu'ils étaient trop ambitieux). Elles sont venues de pays en développement, d'organismes de la société civile et d'entités crédibles, par exemple l'UNICEF. Avec le débat qui a suivi, le domaine s'est trouvé en constante mutation. Les forces politiques et celles du marché, au pays et à l'étranger, ont mis en évidence les limites des projets grandioses, même sous des formes et en des lieux différents. La situation économique et géostratégique mondiale ayant subi en outre de profondes

modifications, la conception commune du développement n'a pas résisté aux multiples contestations, mais a fait place à une diversité de vues nouvelles sur la façon d'obtenir des résultats. Parmi celles qui retiennent le plus l'attention, citons l'élargissement des définitions du succès, le rôle déterminant du contexte dans la réussite ou l'échec des programmes de développement, et un intérêt renouvelé pour les questions auxquelles la science économique ne peut répondre.

Premièrement, les définitions que l'on donne du succès ont évolué au fil du temps et englobent aujourd'hui une pléthore d'objectifs de divers ordres, plus ou moins ambitieux et coûteux, concernant aussi bien le revenu national que les libertés individuelles, la santé mondiale et la sécurité des collectivités. Le choix des objectifs, des fins ou des buts du développement est un jugement de valeur qui relève d'une volonté normative. La conviction initiale que la croissance du revenu constitue le seul critère de succès de la pratique du développement, ou du moins une mesure de réussite pour nombre de ses composantes, s'est effondrée sous le poids de la raison et de l'expérience. Tout d'abord, il n'existe qu'une faible corrélation entre les mesures de la croissance économique et celles des autres aspects du développement. Ensuite, les approches axées sur le bien-être ont montré l'importance de ce qu'on appelle l'hétérogénéité des valeurs (Pildes et E.S. Anderson, 1990; Sen, 1988). Les définitions récentes du développement ont

superposé de nouvelles aspirations aux anciennes. Par exemple, de nombreuses conceptions de ce qui constitue la « richesse des nations » se sont élargies de manière à inclure les attentes à l'égard d'une société juste, dont les membres peuvent satisfaire leurs besoins essentiels et exercer des libertés (besoins et libertés sur l'éventail souhaitable et l'ordre de priorité desquels – s'il y a lieu – il demeure toutefois impossible de parvenir à un consensus international, hors du cadre des traités relatifs aux droits de la personne). On estime communément aujourd'hui que le progrès est une avancée dans une combinaison des domaines suivants : les revenus, l'éducation, la santé, la nutrition, le logement, l'environnement, la sécurité personnelle, la liberté individuelle et la qualité des institutions publiques – y compris la répartition des améliorations entre les groupes de la population et les régions. On ne s'entend pas, toutefois, sur les composantes exactes du progrès, et il n'y a nul besoin d'y arriver, étant donné que les chances sont minces pour que soit créé un système politique « optimal » qui produirait des résultats « optimaux » en matière de développement, et que le fondement théorique d'un tel système est d'ailleurs inexistant.

Deuxièmement, l'expérience et l'observation ont montré que la mesure dans laquelle le développement « fonctionne » dépend en partie du contexte local, historique ou institutionnel.

Les orientations stratégiques générales que l'on préconise ne peuvent donner les résultats

escomptés quand les conditions nécessaires à la réussite de leur mise en oeuvre sont absentes, négligées ou mal comprises. En bref, le contexte est important, d'où la nécessité d'examiner la manière dont les populations perçoivent leur propre expérience du développement. Ainsi que le fait observer Dani Rodrik (2010), « il n'y a pas eu dans l'histoire d'exemple plus remarquable de réduction de la pauvreté que celui qu'a fourni la Chine, dans le quart de siècle qui a suivi les années 1970. Pourtant, y a-t-il quelqu'un qui puisse dire quels sont les économistes (occidentaux) ou les études qui ont joué un rôle de premier plan dans les réformes accomplies par la Chine ? Qu'en est-il de la Corée du Sud, de la Malaisie et du Vietnam ? » [Traduction.] De même, l'implosion de l'ancienne Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est a montré que ce n'était pas seulement l'économie de marché qui était au banc des accusés, mais peut-être le dogmatisme, de façon plus générale. Comme les pays du monde se distinguent les uns des autres à tous égards, tant par leur situation initiale que par leur degré d'ouverture à l'aide et à l'influence étrangères, et que le succès n'est pas l'apanage d'un groupe de pays en particulier, il ne peut y avoir de panacée, cela va de soi, lorsque l'on parle de développement.

Troisièmement, l'économie en tant que discipline a des limites bien connues, même si souvent on n'en tient aucun compte, en ce qui a trait à son application à des problèmes concrets.

Signalons, entre autres, le fait que l'on est incapable, par les méthodes classiques, d'évaluer

correctement l'apport de l'environnement, des travaux domestiques et des loisirs au bien-être humain; le rôle de l'histoire (« dépendance au chemin parcouru ») et des normes culturelles dans les actions et les comportements des populations; et l'importance d'une gouvernance efficace et d'institutions publiques solides pour assurer le bon fonctionnement des marchés. Toute discipline, prise isolément, présente des points forts, des faiblesses et des lacunes qui lui sont propres. Pour avancer, il faut comprendre comment diverses disciplines peuvent être mises ensemble à contribution afin d'enrichir notre façon de concevoir le développement et sa pratique⁴. Une telle approche pourrait conduire, par exemple, à une définition nuancée du rôle du gouvernement, qui consisterait à créer et à renforcer les marchés, et quelquefois à les contourner dans l'intérêt public, mais non pas à les remplacer systématiquement.

La crise financière qui a commencé en 2007-2008 a mis au jour la fragilité persistante des systèmes économiques, et le manque de constance des gouvernements des pays occidentaux en ce qui a trait à la capacité de les gérer, alors qu'elle semble avoir révélé une nouvelle résilience chez les pays émergents. L'idée selon laquelle il fallait déréglementer les marchés, qui faisait presque consensus auparavant, a vite perdu de son intérêt, mais on ne sait toujours pas ce qui devrait la remplacer. Au sortir de la récession, beaucoup de pays développés ont choisi ou ont été forcés d'adopter un budget d'austérité pour réduire les dépenses; ce faisant, toutefois, ils ont

risqué de provoquer une baisse encore plus marquée des revenus et de saper la protection sociale, dont on avait plus besoin alors qu'en période de prospérité.

Les économistes continuent de tenir des débats passionnés pour déterminer quelles politiques seraient les plus bénéfiques aux pays touchés par la crise, sans arriver à s'entendre (bien qu'ils s'accordent en général sur un bon nombre des facteurs économiques en jeu). Cela remet évidemment en question les quasi-certitudes de longue date sur la façon dont se produit le développement. Les simples citoyens comme les experts ont dépoussiéré des théories qui avaient été rejetées et se sont mis en quête de nouvelles idées. C'est le propre des esprits curieux.

Parallèlement, le mouvement des indignés a dénoncé les inégalités croissantes dans les pays développés, tandis que le moteur économique du pouvoir mondial a semblé se retrouver – non pas en termes absolus, mais pour ce qui est du dynamisme observé – dans des régions que l'on disait jusque-là en développement.

L'ascension du G20, devenu le principal forum pour la coopération économique (même s'il est parfois décevant dans la pratique), a donné aux grands pays en développement une nouvelle possibilité d'exprimer leur opinion et d'exercer une influence sur les affaires internationales, de même que l'occasion, délectable d'un point de vue historique, de fournir au FMI une partie des

ressources nécessaires afin de renflouer l'Europe. La crise financière et la vaste crise économique qui en découle depuis 2008 ont donc provoqué une crise de la confiance dans les idées établies, qui a suscité à son tour un exercice de réflexion chez des théoriciens et des praticiens de divers milieux; le présent ouvrage est un des fruits de leur travail.

Les termes et le langage utilisés pour parler du développement conviennent de moins en moins pour décrire le monde dans toute sa complexité. Les vieilles dichotomies de « développé » et « en développement » ou de « Nord » et « Sud » correspondent mal à une réalité dans laquelle certaines des économies les plus importantes sont celles de pays où vivent un nombre particulièrement élevé de gens très pauvres. L'État-nation n'est pas toujours l'unité d'analyse la plus valable. Sous l'effet de la mondialisation et de l'essor de pays émergents, beaucoup d'habitants de la planète voient leurs destins liés, tandis que la diversité du vécu est parfois plus grande au sein même d'un pays que d'un pays à l'autre. Par exemple, les niveaux de pauvreté et d'inégalité de certaines municipalités du centre du Chili sont proches des moyennes nationales de l'Europe de l'Ouest, alors que d'autres sont davantage comparables aux niveaux des pays africains (Bentancor, Modrego et Berdegué, 2008). De même, certains États de l'Inde ont des indices de développement qui atteignent presque les moyennes de l'Amérique latine, alors que d'autres présentent les mêmes chiffres que les pays du Sahel.

En outre, d'après ce que nous avons observé récemment, ce n'est plus la même question fondamentale qui est l'élément moteur de la pensée du développement. Pendant une grande partie de l'histoire de l'humanité, on s'est demandé comment vaincre la pénurie, ou *comment générer des revenus*. Les théories du développement ont proposé différentes réponses à cette question, ce qui a suscité la discorde au sujet de concepts clés, comme le rôle des États et des marchés, et de leurs défaillances respectives. Aujourd'hui, devant les nombreux pays dont la croissance se fait à un rythme que beaucoup d'experts auraient tenu pour improbable, la question fondamentale consiste de plus en plus à se demander comment vivre bien et de façon responsable (au regard de l'environnement, par exemple) au milieu de l'abondance, ou *comment gérer les fruits de la croissance économique*. Les personnes qui ont collaboré au présent ouvrage voient surtout la croissance comme un moyen d'obtenir des résultats, en matière de développement, en investissant dans la santé et l'éducation, en fournissant des filets de sécurité et une protection sociale, de même qu'en enrichissant la démocratie et les autres éléments de la gouvernance (qui continueront sans doute de varier considérablement d'une société à l'autre). C'est à peu près à cela que se limite le consensus à l'heure actuelle. Nous faisons plutôt ressortir, dans ces pages, l'importance de prêter attention à ce qui est négligé dans la réflexion sur le développement, ou à ce que Bauer (1972) a appelé les « vues dissidentes sur le développement ». Un bon nombre de

sujets que les directeurs de la publication ont jugé vital d'inclure, comme les peuples autochtones, le rôle de la société civile et l'adaptation aux changements climatiques, étaient absents de la réflexion la plus avant-gardiste sur le développement, il y a soixante-dix ans. Le fait que notre conception du développement se soit élargie au point qu'il est aujourd'hui impensable de laisser ces questions de côté témoigne de ce qui est pour Sen (2005) le rôle constructif de la démocratie et de l'épistémologie, qu'il définit respectivement comme le « gouvernement par la discussion » et l'« apprentissage par la discussion ».

Structure du présent ouvrage

Le présent ouvrage est structuré en trois parties : nous abordons d'abord les grandes idées qui déterminent les enjeux cruciaux et qui ont caractérisé la théorie du développement (première partie), puis les notions fondamentales de cette théorie, lesquelles sont exposées dans le langage propre aux différents secteurs et disciplines universitaires représentés (deuxième partie), et enfin l'expérience de certains pays et de certaines régions et le rôle d'autres acteurs clés (troisième partie).

La première partie cherche à répondre à la question centrale – qu’est-ce que le développement ? – et, ce faisant, touche à plusieurs sujets de discorde ayant marqué le discours dans ce domaine après la Deuxième Guerre mondiale : entre autres, les préoccupations concernant à la fois la croissance économique et les inégalités au sein de la société; une compréhension plus large de la pauvreté, qui évite de trop mettre l’accent sur le revenu (voir David Hulme); la reconnaissance du rôle des femmes dans le développement et les efforts visant à réaliser l’égalité des sexes (voir Irene Tinker et Elaine Zuckerman); l’élargissement des notions ayant trait à la façon d’évaluer le développement (voir Patricia Rogers et Dugan Fraser); et la manière dont l’évolution des relations politiques, sociétales et économiques a exercé une influence sur la théorie du développement, et vice versa (voir John Harriss).

Il est remarquable que les grands penseurs aient toujours vu le développement comme un terme très vaste englobant, d’une part, tant le bien-être de l’individu que celui de groupes étendus, voire de la totalité de la population mondiale, et d’autre part toutes les formes de bien-être, sans se limiter à l’aspect matériel. Il est tout aussi remarquable que de vastes concepts philosophiques comme l’approche axée sur les capacités aient ouvert la voie, par la force des choses, à des innovations en ce qui concerne le type de statistiques qui sont recueillies et utilisées, et que des thèses en apparence abstraites sur le développement se prêtent à des mesures. Nous partageons le

point de vue essentiellement – en fait, étonnamment – optimiste que David Williams exprime dans son chapitre, à savoir que l'étude du développement, avec le temps, a surmonté la discorde au lieu de l'exacerber, et celui de Maria Emma Santos et de Georgina Santos, selon lequel les statistiques ne doivent pas être perçues comme fondamentalement restrictives, mais ont permis au contraire d'accomplir des progrès notables pour ce qui est d'enrichir le tableau des indicateurs de développement et des indices composites.

Il semble en outre qu'on soit arrivé à synthétiser les points de vue se rapportant à deux débats qui étaient devenus stériles depuis quelque temps, et qui opposaient respectivement la croissance aux inégalités, et les États aux marchés; or, il s'agit là de deux fausses dichotomies. Les chapitres sur les inégalités, par Frances Stewart et Emma Samman, et sur la croissance, par Shahid Yusuf, montrent l'importance de chacun de ces concepts en soi, mais donnent aussi un aperçu de leurs interactions, favorables ou non. Les données empiriques sur les liens entre l'inégalité et la croissance sont en demi-teinte, et ont un caractère trop global pour servir de base à un très grand nombre d'observations utiles. Mais la décomposition en différents types d'inégalité produit sans aucun doute des résultats plus pertinents. Il est parfaitement raisonnable qu'une société tolère beaucoup moins l'inégalité lorsqu'elle touche la santé des nourrissons, par exemple, que lorsqu'elle se manifeste chez les adultes de sexe masculin exerçant une profession intellectuelle.

De même, la conclusion de Yusuf, selon laquelle l'économie axée sur la croissance ne se ramène pas à des débats obscurs entre spécialistes de domaines techniques, ne peut être que salutaire.

Enfin, Shanta Devarajan et Ravi Kanbur fournissent un moyen de faire avancer le débat sur les États et les marchés en constatant que les deux groupes d'acteurs connaissent des réussites et des défaillances, et en étudiant de quelle manière vont évoluer leurs interactions en ce qui a trait aux questions suivantes : l'État-nation à l'ère de la mondialisation, l'importance grandissante des biens publics internationaux et le problème épineux, sur le plan social et politique, que posent les foyers de pauvreté persistants à l'intérieur de pays riches comme de pays pauvres.

La deuxième partie du présent ouvrage, sur les notions qui servent de fondement au discours moderne en matière de développement, poursuit l'examen des questions soulevées dans la première. Elle comprend cinq sections, qui ont pour thèmes : les notions se rapportant à l'État et à la société; des sujets liés surtout à l'économie; la paix et la sécurité; la durabilité et la santé; la technologie et l'innovation.

La première section, sur l'État et la société, aurait pu s'intituler aussi bien « Les institutions », étant donné qu'elle traite des structures, des normes et des processus juridiques, sociaux et

politiques qui étayent tous les pays, qu'il s'agisse ou non de pays en développement. C'est ici qu'apparaît tout particulièrement la nécessité d'établir des nuances et de prendre en considération le contexte dans l'examen des enjeux. Kevin Davis et Mariana Prado soutiennent que les systèmes juridiques ne peuvent être les mêmes pour tous, que les différentes sociétés ont des points de vue divergents sur ce qui relève de la propriété privée (par exemple), et que la capacité de l'État de créer et de faire observer les lois devrait en guider l'élaboration et l'application. C'est ce qui ressort très nettement de l'exposé de Maivân Clech Lâm sur la prise en compte de l'indigénéité dans la plupart des processus de développement modernes. Les peuples autochtones, selon elle, s'expriment avec plus de force qu'ils ne l'ont jamais fait, et beaucoup d'entre eux ont une conception du développement qui diffère de la façon de voir habituelle. Armando Barrientos observe que les programmes de protection sociale ont largement contribué à réduire la pauvreté et la vulnérabilité, et que pourtant leur raison d'être, leur conception et leur efficacité font toujours l'objet de controverses. Albert Berry se penche sur la manière dont la croissance des revenus, l'égalité socio-économique et une saine inclusion interagissent pour déterminer les degrés de bonheur et de satisfaction au sein d'une société.

Huguette Labelle rejette le relativisme culturel dans son chapitre sur la corruption; elle estime que ce phénomène est clairement néfaste sur le plan économique et social, au contraire de ce

qu'avancent les tenants de vues plus ambivalentes qui établissent une distinction entre corruption « facilitante » et corruption « invalidante », ou qui laissent entendre que la corruption est comprise différemment dans les diverses régions du monde. Il semblerait donc que nous soyons en présence d'une vérité universelle; cependant, l'analyse que fait Charles Cater des politiques fondées sur la transparence ciblant les conflits d'intérêts et la corruption permet de penser que plusieurs discours demeurent possibles.

La deuxième section, sur des notions économiques, présente l'éventail des possibilités s'offrant aux pays qui désirent hausser les revenus et mettre en oeuvre des politiques micro-économiques et macro-économiques. Justin Lin et Célestin Monga décrivent trois vagues de politiques économiques : la première qui a tâché de remédier aux défaillances des marchés, la deuxième qui s'est attaquée aux défaillances des gouvernements et la troisième, récente, qui reconnaît que les gouvernements ont un rôle à jouer, celui-ci devant toutefois se limiter à stimuler le secteur privé, sans chercher à le remplacer. On trouve des variations autour de ce thème – l'État pragmatique et efficace – dans les chapitres sur le commerce et les finances (par José Antonio Ocampo), sur l'entrepreneuriat (par Wim Naudé) et sur les finances publiques (par Richard Bird et Arindam Das-Gupta). Enfin, Adekeye Adebajo aborde ces questions selon une perspective régionale et historique, en mettant l'accent sur l'influence exercée par Raúl Prebisch et Adebayo Adedeji,

deux des premiers « prophètes » de l'intégration régionale. Il est possible qu'après quinze ans de discussions sur le sujet nous en soyons encore à dire que les États (et les marchés) devraient fonctionner dans les limites de leurs capacités (en ayant conscience de ces limites), et se compléter les uns les autres. Mais c'est déjà un progrès par rapport aux idées préconçues voulant qu'il y ait primauté des uns sur les autres.

La troisième section est consacrée à un champ relativement nouveau, même dans le contexte du développement, soit celui des relations de réciprocité entre la guerre et la paix d'une part, et le développement d'autre part. Ce n'est pas une coïncidence si les régions de la planète où les indicateurs de pauvreté se sont dégradés même durant les périodes de dynamisme de l'économie mondiale, où des souches de maladie que l'on croyait éradiquées sont toujours présentes et où la criminalité locale et internationale est une plaie purulente sont celles où sévit un conflit. Ainsi que le font observer Gilbert Khadiagala et Dimpho Motsamai, il est rare que l'économie politique d'un conflit intérieur soit entièrement « locale », parce que le plus souvent il existe un lien avec l'histoire coloniale ou avec l'action conjuguée de puissances étrangères. La théorie et la pratique du développement font actuellement de grandes avancées pour rattraper leur retard (qui est considérable, comme le souligne Keith Krause) en ce qui concerne les liens à établir entre conflit, réconciliation à la suite d'un conflit et développement. Il y a deux préceptes qui

reviennent dans tous les chapitres de cette section : les conflits violents de grande envergure, où qu'ils se produisent, sont nettement incompatibles avec le développement (même si des sous-groupes pourraient en bénéficier); et les sociétés qui sortent d'un conflit ne peuvent cheminer vers un véritable développement que par un processus de réconciliation à l'échelon local (quelle que soit l'étendue de la contribution apportée à ce processus par des intervenants de l'extérieur). L'éventail de possibilités est peut-être large dans ce cas-ci, comme le montrent Pablo de Greiff et Mats Berdal dans leurs chapitres sur la justice transitoire et sur la consolidation de la paix respectivement, mais ces deux préceptes pourraient être ce qui se rapproche le plus, dans le présent ouvrage, de l'expression d'une « vérité universelle » – prélude possible à une remise en question par de futurs universitaires ou intervenants du milieu des politiques, étant donné que chacun de ces domaines a suscité de très nombreuses critiques.

La quatrième section, ayant pour thèmes la durabilité et la santé, porte sur l'agriculture, la santé et l'environnement, que l'on appelait autrefois des « secteurs » et qui sont toujours considérés comme tels, dans la pratique, au sein de beaucoup d'organismes. Les mesures de la qualité de la santé ou de l'environnement aident en effet à mieux comprendre le développement, tant sur le plan de l'individu, parce que ces facteurs contribuent au bien-être (ou au développement humain), que sur celui du groupe, parce qu'ils indiquent les priorités d'un pays ou d'une société.

M. S. Swaminathan et coll., Cecilia Tortajada ainsi que Julio Berdegú et coll. montrent que la place de l'agriculture, de l'eau et des zones rurales dans la réflexion sur le développement a beaucoup évolué, et que ces questions font maintenant partie intégrante d'autres impératifs du développement, tels que la santé, la nutrition et une saine gestion de l'environnement. Comme le signalent Ben White et coll. dans leur chapitre sur la réforme agraire, s'il est mal géré (et s'il ne bénéficie pas de l'appui des politiques agricoles et commerciales des pays développés), le secteur risque de demeurer une cause de pauvreté et de conflits. Une conclusion semblable se dégage du chapitre de Tim Evans, qui retrace le chemin parcouru entre la médecine tropicale et la santé mondiale, et de celui de Nandini Oomman et Farley Cleghorn, où l'on examine la tension qui existe entre le ciblage des maladies et le renforcement des systèmes de santé.

Le chapitre sur les changements climatiques, par Fatima Denton, appartient à la même section, mais pourrait aussi être lu en complément des chapitres de la troisième partie qui traitent des expériences de différents pays et régions. Le domaine des changements climatiques représente tous les aspects compliqués, risqués et passionnants du développement. Il est lié à tout le reste (imaginez à quel point un ministère des changements climatiques serait isolé et inefficace); la recherche scientifique qui s'y rattache, quoiqu'elle suscite un vif intérêt, en est encore à ses premiers balbutiements et a des rapports complexes avec les interventions en matière de

politiques. Il s'agit du typique problème à long terme posé par des externalités. La façon dont le monde dans son ensemble réagit à cette menace, et dont les puissances émergentes qui ont obtenu jusqu'ici de bons résultats l'affrontent à la fois à l'intérieur de leurs frontières et à titre de citoyens du monde, pourrait bien définir notre conception du développement dans les décennies à venir.

La dernière section de la deuxième partie aborde les questions de la concurrence, de l'innovation, de l'éducation et des nouvelles technologies comme éléments d'un continuum. Elle traite de sujets tels que la politique industrielle (voir Michele Di Maio), les systèmes d'innovation (voir José E. Cassiolato et coll.), les mesures d'incitation à la recherche (voir David Brook et coll.) et les TIC au service du développement (voir Ronaldo Lemos et Joana Ferraz). Ce faisant, on centre délibérément l'exposé non pas sur le « besoin essentiel » que constitue l'éducation aux niveaux primaire et secondaire, comme on le fait habituellement, mais plutôt sur la façon dont elle est liée aussi bien au développement personnel et à l'exercice éclairé de la citoyenneté, d'une part, qu'à la prospérité économique, d'autre part. Les universités sont peut-être bien le pivot sur lequel repose l'équilibre des dimensions économique et sociale de l'éducation. Rodrigo Arocena et coll. font valoir explicitement cette idée dans leur chapitre sur les universités et l'enseignement supérieur, et il est difficile de lire les autres chapitres de la section sans que

vienne à l'esprit une image du système universitaire national, perçu comme efficace ou dysfonctionnel. Ce qui manque surtout dans le discours actuel sur le développement, c'est peut-être une meilleure compréhension des universités des pays en développement, auxquelles on n'accorde d'ailleurs pas assez d'attention. Et l'enthousiasme que l'on manifeste aujourd'hui pour le rôle important que peuvent jouer les laboratoires d'idées (*think tanks*) dans les pays en développement (entre autres en encourageant l'élaboration de politiques) ne doit pas donner à penser que les travaux de tels établissements peuvent se substituer aux fonctions vitales des universités, qui connaissent de grandes difficultés dans de nombreuses régions du monde, alors que leur modèle de fonctionnement dans beaucoup de pays de l'Ouest est aussi remis en question.

La troisième partie du présent ouvrage donne corps aux analyses quelquefois abstraites qu'il est naturel de trouver dans un livre traitant de la *pensée* du développement. Mais le développement est avant tout un processus que l'on observe dans la vie de tous les jours, et l'un des premiers buts de notre entreprise est de comprendre comme la pensée et la pratique se façonnent l'une l'autre. Il est admis par tous que l'on apprend autant de ses succès que de ses échecs. On verra ici qu'il n'y a pas de ligne de démarcation tranchée entre les uns et les autres. Les chapitres sur la Chine (Xue Lan et Ling Chen), l'Asie de l'Est (Simon Tay), le Chili (Ernesto Ottone et Carlos

Vergara), l'Inde (Devesh Kapur), le Brésil (Renato Galvão Flôres), l'Afrique du Sud (Mthuli Ncube et coll.), l'Afrique subsaharienne (David Olusanya Ajakaiye et Afeikhena Jerome) et les pays arabes (Ahmed Galal et Hoda Selim) analysent ce qui a fonctionné, mais attirent aussi l'attention sur des failles importantes dans le rendement des programmes de développement. Dans tous les cas, il est encourageant de constater que le développement est de plus en plus guidé par des décisions fondées sur des données probantes, et déterminé par des apports et des acteurs locaux plutôt que de l'extérieur. Le financement international et l'aide étrangère ont toujours de l'importance, mais les programmes de développement sont en général définis à l'échelon local, et dans un nombre grandissant de pays ils sont presque exclusivement financés par les revenus intérieurs. À la base, le développement est toujours alimenté de l'intérieur, comme l'ont montré d'abord les « tigres d'Asie », et plus tard la Chine et l'Inde. C'est ce qu'on observe de plus en plus en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, mais cela semble moins bien implanté dans de nombreuses régions de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qui n'ont pas encore obtenu de succès notables. Nous n'avons pas inclus de chapitre sur l'expérience des pays « industrialisés » d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest, mais nous supposons qu'un tel chapitre confirmerait que le développement est un chemin et non un point d'arrivée, et que de nouvelles difficultés, souvent de nature politique, se posent constamment à toute société.

La deuxième section de la troisième partie traite des acteurs du développement, dont l'État; la société civile et les ONG; les organisations internationales ayant un rôle opérationnel et les forums consultatifs; les organismes d'aide au développement; et enfin les oeuvres de bienfaisance et les autres sources d'aide privées (ainsi que Carol Adelman et Yulya Spantchak le font ressortir dans leur chapitre, les fondations et les autres acteurs du secteur privé apportent un complément de plus en plus essentiel à ce que fournit le secteur de l'aide publique au développement, étant donné que les envois de fonds privés et les flux d'investissements étrangers dépassent de beaucoup l'aide publique).

Dans leur chapitre sur l'État, Celia et Jacques Kerstenetzky déplorent que l'idée de développement ait été assimilée à celle de transformation économique, et que cela se soit accompagné d'un nouveau rôle, quasi « mécanique », pour l'État, qui n'était cependant pas apolitique. Mais le rôle de l'État ne peut se ramener à servir de contrepoint au marché, et ce chapitre présente une conception très large de l'État, sans se limiter à la théorie, mais en examinant son application à un certain nombre de cas concrets. De même, comme le soutiennent Kumi Naidoo et Sylvia Borren dans leur chapitre sur la société civile, il y a beaucoup de problèmes de développement auxquels on ne peut s'attaquer de façon adéquate uniquement dans un cadre centré sur l'État. Cela peut laisser entrevoir la nécessité d'une participation accrue de la

société civile aux futures prises de décisions en matière de développement, à tous les échelons – infranational, national et international.

Tout comme les gouvernements nationaux sont censés fournir des biens publics aux citoyens, les organisations internationales ont été créées pour fournir des biens publics mondiaux (le terme est cependant de création récente, et aurait pu susciter des regards d'incompréhension à San Francisco et à Bretton Woods). Le bilan de leurs actions est toutefois franchement contrasté, et il n'y a pas de questions plus controversées, dans le domaine du développement, que celles qui se rapportent à la nature, au rôle et aux réalisations des organismes des Nations Unies et des institutions financières internationales. En outre, ce qu'il est convenu d'appeler l'architecture de l'aide internationale a été caractérisé par le chevauchement des mandats (comme en santé et en agriculture), les lacunes de la gouvernance mondiale (comme en ce qui concerne les changements climatiques et le développement au sortir de conflits) et le pur foisonnement d'organismes : on ne recense, dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, qu'un petit nombre d'établissements, même d'importance secondaire, qui aient cessé leurs activités. Néanmoins, comme le laissent entendre, par exemple, le chapitre de Diana Tussie et Cintia Quiliconi sur l'OMC, et celui de Danny Leipziger sur les IFI, il y a lieu de se demander de quelle manière auraient fonctionné les systèmes commercial et financier internationaux si leurs

principales instances multilatérales, qui essuient bien des critiques, n'avaient pas existé. Mais la capacité de prévenir les catastrophes ne devrait certainement pas être le critère selon lequel on évalue l'architecture de l'aide internationale. On peut dresser un programme plus constructif en s'inspirant des points suivants :

- le travail qu'a accompli l'ONU, selon Richard Jolly, en vue de changer la façon dont les problèmes de fond étaient perçus à l'échelon mondial; de concevoir des programmes d'action; de modifier l'équilibre des pouvoirs entre certains groupes, avec le temps; et de créer les structures opérationnelles nécessaires pour faire avancer les nouvelles idées;
- le fait que l'on est en train de combler, au moins en partie, le fossé qui sépare l'ONU et les institutions financières internationales (IFI);
- ainsi que Homi Kharas le mentionne dans son chapitre, les nouvelles technologies qui permettent la transformation rapide de l'aide publique au développement, utilisée pour mettre sur pied des programmes plus décentralisés et concurrentiels;
- le fait que les pays en développement, surtout les plus importants, jouent un rôle plus actif dans la gouvernance des institutions établies ou s'attachent à créer leurs propres institutions pour les remplacer (voir le chapitre de Gregory Chin et Jorge Heine sur les forums consultatifs).

On a envisagé d'inclure plusieurs autres chapitres dans le présent ouvrage, mais comme il ne fallait pas dépasser une certaine longueur, les directeurs de la publication ont dû faire des choix. Par exemple, il y aurait d'excellentes raisons d'étudier l'évolution de la réflexion sur la démographie; on a pourtant décidé, au bout du compte, de ne pas retenir cette possibilité très séduisante, étant donné les innombrables prévisions démographiques erronées qui ont été faites par le passé, et la fréquente mention de facteurs démographiques dans les différents chapitres. Il va de soi que la démographie a de l'importance lorsqu'il est question de développement, en particulier les transitions démographiques et la manière dont les politiques y répondent. En Inde, jusqu'à récemment, il était bien vu de psalmodier qu'une population en plein essor s'avérerait dans l'avenir un avantage décisif, alors que la capacité de production de la Chine serait limitée par une croissance démographique au ralenti. On se rend compte, cependant, que des centaines de millions de jeunes peuvent soit assurer la prospérité future, soit constituer une bombe économique et sociale à retardement : cela dépend largement de la qualité de l'éducation que leur pays peut leur donner, et de la mesure dans laquelle il peut répondre aux aspirations d'un nombre croissant de jeunes citoyens.

De même, il aurait été pertinent d'aborder les effets du nationalisme sur les résultats en matière de développement. Le nationalisme, d'après ce qui ressort de conversations entre les

collaborateurs et avec d'autres personnes, menace d'étouffer l'optimisme que l'on ressent aujourd'hui devant les perspectives de croissance soutenue qui sont offertes par une intégration économique toujours plus poussée. Après une brève période d'euphorie, l'exercice du pouvoir par les tenants du populisme politique débouche souvent sur des résultats économiques désastreux. Dans les pires des cas, le nationalisme et l'« infranationalisme » sont à l'origine de conflits entre des États-nations désireux de s'affirmer et des groupes identitaires qui sont endémiques dans certaines régions de ces pays, et quelquefois outre-frontières. Mais ces dynamiques sont bien décrites ailleurs.

Au départ, les directeurs de la publication espéraient que la contribution des femmes au développement, et les obstacles qu'elles doivent surmonter, seraient suffisamment en évidence d'un bout à l'autre de l'ouvrage. Après discussion, cependant, on a décidé qu'il y avait lieu de consacrer un chapitre aux sexospécificités. On aborde souvent la question des femmes et du développement comme s'il fallait choisir entre une pleine intégration et un traitement d'exception – entre considérer les femmes comme citoyennes et participantes au même titre que les hommes, et reconnaître que leur expérience du développement diffère de celle des hommes. Dans ce qui se révèle un chapitre indispensable, Tinker et Zuckerman montrent qu'il s'agit d'une fausse dichotomie. Les sexospécificités doivent être prises en compte dans tous les aspects de la

pensée et de la pratique du développement, mais il demeure nécessaire de défendre les droits des femmes et de soutenir leur action, et d'analyser ce processus séparément.

Il est rare que le pouvoir soit étranger aux interactions entre les idées et la pratique. Nous n'abordons pas la question du pouvoir de façon explicite, mais il est présent dans tout ce qui a un lien avec le développement, qu'il s'agisse de la dynamique au sein du ménage, des tensions entre différents groupes de la société ou des réalités géopolitiques d'un pays par rapport à un autre. Un chapitre sur la relation entre pouvoir et développement n'aurait donc pas manqué d'intérêt, mais nous avons préféré nous abstenir. En définitive, aucun ouvrage de cette nature ne peut rendre compte de chaque perspective ni de chaque question clé. Bien que nous ne puissions pas répondre à toutes les attentes à cet égard, nous nous consolons en nous disant que nous avons fait de notre mieux pour y parvenir, en particulier en discutant avec les auteurs des points qu'ils pouvaient aborder dans leur chapitre.

Passé, présent et avenir

Le *développement* peut se définir, simplement, comme *la manière dont les sociétés évoluent au fil du temps*. Il est lié à des questions éternelles : « Comment en sommes-nous arrivés là ? Où

allons-nous ? » Le présent ouvrage est le fruit d'efforts collectifs visant une compréhension historique des changements survenus par le passé, afin d'éclairer la recherche de moyens de façonner l'avenir. Les quelques observations qui suivent devraient aider à faire la distinction entre les différentes façons de concevoir le développement qui découlent de ce point de départ commun.

Le développement est à la fois un sujet d'étude et un champ d'action. Les changements qui s'opèrent au sein des sociétés intéressent les chercheurs de maintes disciplines. Cependant, les façons de concevoir le développement ne jouent pas un rôle passif. Elles guident et inspirent les actions des personnes, des organismes et des États qui ont à cœur de créer un monde meilleur. Elles incluent l'état d'esprit et les motivations qui façonnent les décisions quotidiennes des responsables de banque centrale, des dirigeants politiques, des médecins de famille, des parents et des mendiants. Il est sans doute aussi crucial d'étudier cette réalité concrète et d'en tenir compte, pour avoir une vue d'ensemble de ce qu'est le développement et en saisir les éléments constitutifs, que de posséder les fondements théoriques du domaine.

L'analyse du développement peut chercher à expliquer les changements qui se produisent dans la situation sociale, économique et politique d'un pays, ou l'absence de changements. Une étude

approfondie pourrait conduire à se pencher aussi sur des facteurs importants comme l'environnement biophysique et la spiritualité, ou sur d'autres dimensions philosophiques ou éthiques du développement. On s'efforce continuellement de tirer des leçons du passé et d'appliquer ces connaissances à l'action présente en vue de réalisations futures. Mais on s'attache aussi à comprendre l'absence de développement, ainsi qu'en témoigne l'intérêt que suscitent les questions touchant le dénuement, la dépendance, le sous-développement, les États fragiles et la corruption. De fait, on se préoccupe davantage des obstacles qui empêchent d'obtenir les changements souhaités que de l'élaboration d'une stratégie ou d'un ensemble d'objectifs universellement acceptés qui permettraient de mener à bien ces changements.

Nous ne voulons pas laisser entendre qu'il n'existe pas de composantes du succès qui soient reconnues par tous en matière de développement. Comme l'indiquent les exposés réunis dans ces pages, il y en a plusieurs, allant de celles qui représentent les besoins matériels de base à celles qui se rapportent à la sécurité personnelle et à la liberté politique. Mais le poids attribué à chacune, leur hiérarchisation et l'ordre dans lequel on s'efforce de les réaliser, ainsi que la manière dont le projet de développement national est conçu et mis en oeuvre, peuvent (et doivent) varier selon le pays et l'époque.

On a dit de la *pensée du développement* qu'elle est la connaissance et la compréhension du monde dans lequel nous vivons (Sen, 2005). Éclairée par la pratique du développement et par les faits observés sur le terrain, elle peut se définir simplement comme l'ensemble des idées, des concepts et des théories qui constituent notre connaissance de la façon dont évoluent les sociétés. Le passage des idées aux concepts puis aux théories forme une hiérarchie intellectuelle dont chaque échelon prend appui sur les éléments de l'échelon inférieur. Les idées abstraites que sont l'État, la sécurité et le bien-être sont liées aux concepts, mieux cernés, de protection sociale, de justice transitoire et de santé mondiale. Ces concepts donnent à leur tour naissance à des théories, que l'on peut voir simplement comme des systèmes d'idées fournissant une explication. Ainsi, le concept de croissance économique se trouve à la base des théories sur la pauvreté, l'inégalité et l'inclusion, et celui de durabilité à la base des théories sur l'adaptation aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et la gouvernance de l'eau.

Si le développement est la manière dont les sociétés évoluent au fil du temps, cette évolution elle-même résulte de certaines façons de penser. Comme l'affirment Béland et Cox (2011), « les changements et la forme qu'ils prennent découlent des choix des personnes, et ces choix sont motivés par les idées auxquelles les personnes adhèrent et qu'elles défendent » [traduction]. Les idées sont quant à elles non seulement le produit de la « pure » recherche scientifique, mais

encore celui de leur époque : elles sont déterminées par l'expérience, par l'idéologie dominante et par les mœurs sociales, politiques et culturelles qui façonnent la pensée. Le présent ouvrage examine la manière dont les expériences vécues par des populations, des pays et des organismes différents ont été inspirées par la pensée du développement, et ont contribué à l'enrichir (Kanbur, 2009). Le développement a toujours dépassé de beaucoup le cadre de l'aide étrangère, qui constitue une partie sans cesse plus modeste des flux financiers à destination ou en provenance de la plupart des pays, et qui a été systématisée assez récemment, soit dans l'après-guerre. Plus important que les stratégies suivies par les bailleurs de fonds, le développement a trait aux choix qui sont faits sur le terrain et à la façon dont les États mobilisent les ressources dont ils disposent pour servir leurs citoyens.

La pensée du développement passe à travers le prisme de la politique, qui fait le lien entre les aspirations des citoyens et les mesures que l'on met en oeuvre. Les énormes progrès qui sont accomplis en matière d'accès à l'éducation, à l'électricité, à l'eau, aux soins de santé et à d'autres services contribuent à hausser les attentes. Ces progrès risquent aussi de conduire à un excès de confiance s'ils semblent obtenus trop facilement, par de fortes dépenses gouvernementales qu'il sera impossible de poursuivre ou grâce aux richesses naturelles. Par nécessité, les dirigeants politiques doivent faire preuve de pragmatisme; ils définissent et

pratiquent l'art du possible, en s'efforçant de suivre la voie qu'ils se sont tracée sans heurter les intérêts établis et sous l'œil attentif des partis d'opposition (ou des participants à des tribunes, à des regroupements et à des mouvements moins structurés qui formulent des critiques). Lorsqu'il y a des débats publics et des changements périodiques de dirigeants, il existe des possibilités de gouvernement par la discussion : les gens peuvent arriver à comprendre les positions différentes des leurs. Au bout du compte, les gouvernements font ce que les citoyens les obligent à faire⁵.

Ces considérations nous ramènent au nombre croissant de points communs dans les difficultés que doivent affronter les pays du Nord comme ceux du Sud, et dans la façon dont on y travaille au développement. La première décennie du vingt et unième siècle a montré qu'il n'appartient plus à l'Occident de définir seul les termes du débat sur le développement, à supposer qu'il ait jamais pu le faire. Ses pays ont de plus en plus de mal à financer leurs politiques sociales.

Ajoutons à cela la nécessité d'une économie plus intelligente et plus verte, et il apparaît clairement que tous les pays ont du chemin à parcourir, les ressources limitées dont dispose l'État s'accordant mal avec des objectifs qui ont tendance à s'éloigner à mesure que l'on s'en approche. L'interdépendance grandissante causée par la mondialisation ajoute une dimension supplémentaire aux discussions. De manière très concrète, nous sommes tous en développement.

Avec l'émergence de nouvelles puissances mondiales, les idées et les recommandations correspondantes en matière de politiques sont moins susceptibles d'avoir un caractère hégémonique. La pensée et la pratique du développement pourraient bien ne présenter d'unité, dans les années à venir, que du point de vue le plus général qui soit – pour nier l'existence d'une telle unité et pour faire valoir que le travail de développement doit être mené à bien par des acteurs locaux (l'échelon précis étant à déterminer en fonction du problème à résoudre). Nous nous sommes efforcés, dans ces pages, de décrire l'évolution de la pensée dans des secteurs du développement qui sont en voie de transformation, de définir les différentes manières dont chacun d'entre eux est envisagé à l'heure actuelle et de présenter des perspectives d'avenir, dont certaines pourraient ouvrir de nouvelles avenues de recherche.

Nous espérons avoir montré que, comme dans toute étude de la pensée et de la pratique, on doit s'attendre à des modes, à des déviations, à des à-coups et à d'autres irrégularités par rapport à l'exercice logique de la raison. Mais aussi que la sphère du développement est un gigantesque laboratoire pour l'application de la méthode scientifique. Des idées dictées par les contextes et les besoins sont lancées, étoffées, appliquées, modifiées ou rejetées et continuellement remplacées par d'autres. Ce processus peut sembler désordonné, mais en fait les connaissances

ne cessent d'avancer. Qu'elles n'aboutissent pas à une théorie unifiée du développement, cela n'a rien que de naturel, et il n'y a pas lieu de le regretter.

Trois grandes conclusions se dégagent donc de notre examen de la coévolution de la pensée et de la pratique du développement. Primo, tant les idées énoncées au sujet du développement que leur mise en application dans la pratique ne peuvent se comprendre pleinement que dans le contexte historique, politique et institutionnel qui leur est propre. Secundo, de plus en plus, la pensée contemporaine en ce qui concerne le développement émerge en des endroits très divers, et les responsables des politiques s'éloignent progressivement des capitales intellectuelles qui exerçaient autrefois une influence prépondérante. Tertio, par conséquent, le consensus quant à ce qui constitue le « développement » et à la meilleure manière de le réaliser pourrait bien être chose du passé.

Bibliographie

ARNDT, H. W. (1981). *Economic Development: The History of an Idea*, Chicago, University of Chicago Press. [N.D.T. : Une version française de cet ouvrage a été publiée en 1987 par la maison Nouveaux Horizons, sous le titre *Développement économique : la marche d'une idée.*]

BARDHAN, Pranab (1989). *Conversations Between Economists and Anthropologists: Methodological Issues in Measuring Economic Change in Rural India*, New Delhi, Oxford University Press.

BAUER, Peter T. (1972). *Dissent on Development: Studies and Debates in Development Economics*, Cambridge, Harvard University Press.

BÉLAND, D., et R. H. COX (2011). *Ideas and Politics in Social Science Research*, Oxford, Oxford University Press.

BENTANCOR, MODREGO et BERDEGUÉ (2008). *Crecimiento agrícola y pobreza rural en Chile y sus regiones*, Santiago, RIMISP. Document de travail n° 6 du programme Dynamique de l'occupation du territoire en milieu rural.

JOLLY, Richard, Louis EMMERIJ, Dharam GHAI et Frédéric LAPEYRE (2004). *UN Contributions to Development Thinking and Practice*, Bloomington, Indiana University Press, p. 16-45.

KANBUR, Ravi (2009). « The Co-Evolution of the Washington Consensus and the Economic Development Discourse », *Macalester International*, vol. 24.

KANBUR, Ravi (2002). « Economics, Social Science and Development », *World Development*, vol. 30, n° 3, p. 477-486.

KANBUR, Ravi, et Annelise RILES (2008). « And Never the Twain Shall Meet ? An Exchange on the Strengths and Weaknesses of Anthropology and Economics in Analyzing the Commons », dans Pranab Bardhan et Isha Ray (dir.), *The Contested Commons: Conversations Between Economists and Anthropologists*, Blackwell Publishing.

LEWIS, W. Arthur (1988). « The Roots of Development Theory », dans Hollis Chenery et T.N. Srinivasan (dir.), *Handbook of Development Economics, Volume I*, Amsterdam, North-Holland, p. 27-37.

LIPTON, Michael (1992). « Economics and Anthropology: Grounding Models in Relationships », *World Development*, vol. 20, n° 10, p. 1541-1546.

PILDES, R. H., et E. S. ANDERSON (1990). « Slingshot Arrows at Democracy: Social Choice Theory, Value Pluralism and Democratic Politics », *Columbia Law Review*, vol. 90, n° 8.

RAPLEY, John (2007). *Understanding Development: Theory and Practice in the Third World*, Boulder (Colorado), Lynne Rienner.

RIST, G. (1997). *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*, Londres, Zed Books. [N.D.T. : Il s'agit de la traduction d'un ouvrage qui a été publié en 1996, à Paris, par les Presses de Sciences Po, sous le titre *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*.]

RODRIK, Dani (2010). « Diagnostics Before Prescription », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 24, n° 3, p. 34.

SANDMO, Agnar (2010). *Economics Evolving: A History of Economic Thought*, Princeton, Princeton University Press.

SEN, Amartya (2005). « How Does Development Happen ? », *Cato Journal*, vol. 25, n° 3, p. 455-459.

SEN, Amartya (1988). « The Concept of Development », dans Hollis Chenery et T.N. Srinivasan (dir.), *Handbook of Development Economics, Volume 1*, Amsterdam, North-Holland, p. 9-26.

STEDMAN JONES, Gareth (2004). *An End to Poverty*, New York, Columbia University Press.

[N.D.T. : Une version française de cet ouvrage, intitulée *La fin de la pauvreté ?*, a été publiée en 2007 à Alfortville (France), par les éditions Ère.]

¹ On cite le plus souvent, d'Adam Smith, le passage de *La richesse des nations* où il emploie la métaphore d'une « main invisible » guidant l'action des individus, préoccupés de leur intérêt personnel, dans le sens de la croissance économique. Il est révélateur, toutefois, qu'un ouvrage précédent, *Théorie des sentiments moraux*, s'ouvre sur la phrase suivante : « Aussi égoïste que l'homme puisse être supposé, il y a évidemment certains principes dans sa nature qui le conduisent à s'intéresser à la fortune des autres et qui lui rendent nécessaire leur bonheur, quoiqu'il n'en retire rien d'autre que le plaisir de les voir heureux. » [N.D.T. : Version française publiée par les PUF en 1999.] Ainsi, même les grands esprits soucieux de croissance économique et d'efficacité comprenaient que la solidarité sociale est une caractéristique humaine fondamentale, quoiqu'elle se manifeste de diverses façons.

² Pour une description de l'apport des économistes classiques à la pensée actuelle sur le développement, voir aussi Jolly et coll. (2004), chapitre 2.

Bien qu'ils n'aient pas reçu l'attention systématique qu'ils méritent, nous devrions signaler en outre les travaux réalisés au cours de l'histoire par des non-Occidentaux, à commencer par le traité de Kautilya, *Arthashastra* (vers 300 av. J.-C.), jusqu'aux ouvrages de Dadabhai Naoroji, notamment *The Wants and Means of India* (1870) et *Poverty of India* (1876), sans oublier celui de Khayr Al-Din Al-Tunisi, *The Surest Path to Knowledge Concerning the Conditions of Countries* (1867), pour les pays arabes; signalons également l'influence durable qu'a exercée sur les réformistes d'Amérique latine Benito Juarez, qui fut à la tête du Mexique au milieu du dix-neuvième siècle.

³ Plusieurs petits livres pénétrants, et d'une clarté admirable, décrivent la progression des idées relatives au développement dans les pays occidentaux depuis le dix-huitième siècle; nous recommandons en particulier l'ouvrage de Stedman Jones (2004), qui couvre la Révolution française et une grande partie du dix-neuvième siècle, et celui de Arndt (1981), qui, après une chevauchée exaltante menant de la « préhistoire » jusqu'en 1945, se penche sur la manière dont la « gauche » et la « droite » se sont attachées depuis lors à concrétiser les notions liées à la croissance ainsi qu'à une diversité d'objectifs, notamment sociaux.

⁴ De nombreux écrits ont approfondi la question; voir par exemple l'ouvrage de Bardhan (1989) et l'étude que Lipton (1992) y a consacrée. Il existe également des publications plus récentes, dont celles de Kanbur (2002), de Kanbur et Riles (2008), de Rapley (2007) et de Rist (1997).

⁵ Nous voulons exprimer notre reconnaissance à Amartya Sen et à Ricardo Lagos, entre autres, dont les réflexions personnelles ont porté ces points à notre attention.